

Les délégués du 14 Mars élus d'office à la faculté de droit de l'USJ

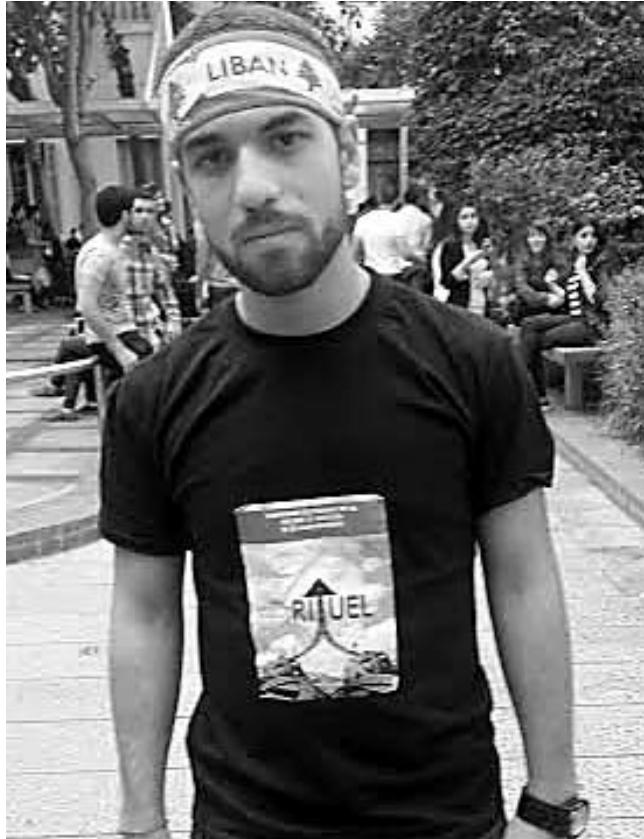
Les élections étudiantes de l'Université Saint-Joseph (USJ) sont fixées pour le 21 novembre, et de nombreuses facultés témoigneront bientôt d'une lutte électorale acharnée. C'est pourtant la faculté de droit, rue Huvelin, qui sera exempte d'élections en ce 21 novembre, après le retrait hier des partis du 8 Mars (Hezbollah, Courant

patriotique libre et Marada essentiellement), qui ont décidé de ne pas se présenter aux élections. D'office, les onze candidats du 14 Mars ont été promus délégués hier, et la présidence de la faculté de droit sera bientôt prise en charge par l'étudiante en quatrième année Sophie Philippe Maalouf. Selon des étudiants proches du 14

Mars à Huvelin, le Hezbollah et le CPL auraient peiné à former des listes suite à de nombreux différends. Notons qu'il s'agit de la quatrième année de victoire consécutive à la faculté de droit pour le 14 Mars et qu'il s'agit pratiquement de la même équipe d'étudiants qui se charge d'assurer un tel exploit électorale depuis quatre ans.

Victoire du 14 Mars à Huvelin, le 8 Mars garde les lettres, l'économie et la médecine

Élections estudiantines Les indépendants dénoncent « une politisation souillée par le confessionnalisme ».



Ali Hammoud, étudiant en 3e année de gestion, « à la fois partisan du Hezbollah et du pacte national ».



À l'intérieur du campus de Huvelin, la liesse de la victoire des Forces libanaises et du 14 Mars.



Dans le parking du campus de Huvelin, des partisans du Hezbollah brandissent leurs drapeaux malgré leur défaite à la faculté de gestion.

Photos Sami Ayad

Sandra NOUJEIM

Les élections à l'Université Saint-Joseph concentrent, dans leur processus, les éléments d'un malaise étudiant qui se prolonge sans prise de conscience, presque délibérément. Le campus des sciences sociales, rue Huvelin, est celui qui a vécu la plus grande tension électorale.

L'élection d'office du 14 Mars à la faculté de droit et à la faculté des sciences politiques (seule la deuxième année a élu ses délégués, pour un résultat final de quatre sièges pour les indépendants et quatre pour le 8 Mars) ont décongestionné l'atmosphère, canalisant l'énergie de la bataille vers la faculté de gestion, la plus importante en nombre, et qui s'est achevée par la victoire du 14 Mars, remportant neuf sièges, y compris la présidence, contre six pour le 8 Mars.

Si les divisions politiques traditionnelles déteignent sur les propos recueillis auprès des étudiants pendant la journée, la principale confrontation aura eu lieu en réalité entre les Forces libanaises et le Hezbollah. C'est en tout cas ainsi que la bataille a été présentée par les délégués de l'un et de l'autre parti : les FL veulent mettre un terme à des actes de « provocation », tandis que le Hezbollah se bat contre des « exagérations à caractère confessionnel ».

Provocations

« Notre bataille est avec le Hezbollah », lance à *L'Orient-Le Jour* Mounir Tanjar, candidat des FL à la présidence de l'amicale de gestion, revenant sur certains faits qui avaient accompagné la large victoire du tandem CPL-Hezbollah il y a deux ans. Le drapeau iranien avait été par exemple dressé au-dessus d'un portrait de Bachir Gemayel dans le hall de la faculté – une bévue individuelle dont les responsables se sont excusés, expliqueront des étudiants du 8 Mars à *L'OLJ*.

Mais pour le candidat des

FL, « le jour où le Hezbollah a écrit sur Facebook, au lendemain de sa victoire, que le campus de Bachir a donné son appui à la Résistance, il a révélé ses vraies intentions d'imposer ses couleurs ». En plus des « menaces explicites proférées dans le parking sur le mode "ton sang est halal" à la responsable des FL en droit, des pneus crevés d'autres partisans du 14 Mars, et des tenues provocatrices le jour de la Achoura, un noir rehaussé de drapeaux partisans », selon les jeunes du 14 Mars, un incident aura marqué cette année en particulier celui du renvoi de deux étudiants de la faculté de gestion, l'un aouniste, l'autre du Hezbollah, pour avoir tiré des coups de feu en l'air dans les parages du campus simultanément au discours du secrétaire général du parti de Dieu il y a un mois. À leur retour, ils ont été accueillis en grande pompe par leurs camarades, de l'aveu même de ces derniers.

Mais face à ce scénario, le regard est attiré, dans l'arène opposée du campus, par un jeune homme dynamique, revêtant la chemise électorale du 8 Mars, avec, en bandeau, le drapeau libanais sur sa tête. Étudiant en 3e année, Ali Hammoud s'était porté candidat l'année dernière aux élections. Il en est resté indigné de la mise en opposition entre son prénom et celui de son rival, Charbel, de la part du 14 Mars pour dissuader les électeurs chrétiens à élire le candidat du Hezbollah. « Nous avons sacrifié tous nos martyrs, y compris en Syrie, pour le Liban », déclare-t-il, insistant sur son adhésion à la formule libanaise. « Changeons le rituel », est le slogan imprimé sur son tee-shirt.

« Indépendant et laïc par trop de politisation »

Entre les deux camps, les aounistes revendiquent une existence autonome qui leur est propre même si c'est aux côtés du Hezbollah, tout en invoquant leur laïcité. « C'est uniquement pour polariser les

électeurs chrétiens, surtout en première année, que les FL prétendent que le CPL ne forme plus un bloc de poids à Huvelin », précise discrètement de son côté Marc Khoury, candidat du CPL à la présidence de l'amicale de gestion.

Pourtant, les élections d'office à la faculté de droit, qui ont valu onze sièges au 14 Mars, ont trahi une pénurie de candidats aounistes. Une étudiante aurait même été incitée, par une pure opération de chantage de la part du commandement politique du CPL, selon les sources du 14 Mars, à présenter sa candidature, au risque d'affecter la candidature de son père figurant sur la liste aouniste aux élections du barreau. Mais les listes du 8 Mars n'ont finalement pas pu être complétées en droit, pour des raisons qui varient selon les interprétations de l'un et de l'autre camp, et la bataille n'a pas eu lieu. La nouvelle présidente élue d'office, Sophie Maalouf, déclare à *L'OLJ* sa disposition à travailler pour réactiver la faculté, indiquant dans la foulée qu'elle aurait préféré mener une bataille en bonne et due forme pour gagner sa place.

Également élu d'office à la présidence de la faculté des sciences politiques, Laurent Zalloum insiste sur son indépendance et sa laïcité, et celles de son second, Anis Boucha, de nationalité algérienne. « Nous avons décidé de recourir à un consensus non

pas à cause de la politisation des élections, mais à cause du caractère vil de cette politisation », assure-t-il.

Le dégoût des indépendants

Mais ces initiatives d'indépendants laïcs paraissent moins reluisantes ailleurs, comme sur le campus des sciences médicales, où les FL tentent de contrer la victoire quasi coutumière du 8 Mars à l'amicale de la faculté de médecine (hier le 8 Mars l'a encore emporté 9 à 8, avec un siège pour les indépendants, selon le 14 Mars). La faculté de médecine dentaire est revenue d'office au 8 Mars et la pharmacie a été remportée de justesse par le 14 Mars, huit à sept. Parmi les indépendants, identifiables à leur tee-shirt blanc marqué d'un « Erefna! » (nous sommes dégoûtés) en lettres noires saillantes, un jeune étudiant passe à la dérobée près d'un candidat aouniste pour lui murmurer quelques informations hâtives avant de poursuivre sa route... l'image en soi est passible de mille interprétations, comme le sont, pour beaucoup, le qualificatif d'indépendants.

À la faculté des sciences humaines également, une alliance « mixte », arborant le slogan « Nommez votre campagne », se prévaut d'inclure des candidats de toutes les affinités politiques, y compris du 14 Mars, face à une liste appuyée ouvertement par les Forces libanaises et leurs alliés.

Mohammad Baalbaki, candidat sur la liste du 14 Mars, estime que c'est « sous le couvert de l'indépendance » que le 8 Mars a remporté les élections au cours des trois dernières années sur le campus. Pour lui, son camp « ne cherchera jamais à se dissimuler ».

Il aurait d'ailleurs réussi à rallier trois candidats relevant du 8 Mars, mais qui auront préféré à la politique le programme électoral et les rapports personnels.

Les élections à la faculté des lettres se sont achevées par une victoire de la liste des indépendants (le 8 Mars selon les résultats des FL), remportant 11 sièges contre six pour le 14 Mars. À l'hesav, l'ILLO et la faculté des sciences de l'éducation le 14 Mars l'a remporté d'office. Au campus de l'innovation et du sport, la bataille de la faculté des sciences économiques a été remportée de justesse par le 8 Mars, avec huit sièges contre sept. Le 14 Mars a pu reprendre néanmoins pour la première fois depuis plusieurs années, avec les indépendants, la faculté de génie à Mar Roukoz.

Au total à Beyrouth, douze facultés reviennent au 14 Mars, sept au Hezbollah et quatre aux indépendants, selon les chiffres des FL repris par l'Agence nationale d'information.

Sur les campus du Nord et de la Békaa, la victoire du 14 Mars a été quasi générale. Au Sud, c'est le 8 Mars qui l'a évidemment remporté.

À Huvelin, une terreur rapidement maîtrisée

Troubles À Huvelin hier, « point d'affrontement », selon le 8 Mars. Mais un face-à-face qui a failli dégénérer entre étudiants proches des Forces libanaises, restés à l'intérieur du campus, et partisans du Hezbollah, en partie non étudiants, positionnés à l'extérieur. Le ras-le-bol des méthodes d'intimidation a été exprimé par tous ceux qui, au-delà des affinités politiques, rejettent cette érosion du campus par la terreur.



Page 4, l'article de Sandra NOUJEIM

Pour quelques heures, un campus universitaire a été transformé en prison. Telle est la définition de la terreur.

Photo Sami Ayad

À l'USJ, une démonstration des perversions de la violence

Troubles Le Hezbollah et les Forces libanaises s'en remettent à une administration dont ils critiquent « le silence ».

Sandra NOUJEIM

La scène du face-à-face entre les étudiants pro-Hezbollah, positionnés à l'extérieur du campus des sciences sociales à Huvelin, et les pro-Forces libanaises, retenus à l'intérieur par les forces de l'ordre, a été interprétée par le 14 Mars comme une tentative d'encercler la faculté, d'assiéger « le symbole » de la résistance chrétienne. Les étudiants du 8 Mars, eux, reprochent aux Forces libanaises de n'être pas sortis les affronter en dehors du campus et de les traiter comme des intrus à éliminer.

Au premier jour de cours suivant les élections de jeudi (remportées par le 14 Mars aux facultés de gestion et de droit), des échanges verbaux quelque peu agressifs ont animé vers midi l'espace supérieur du campus, occupé habituellement par les étudiants de gestion. Cet espace est divisé de fait – division certes élastique mais significative – entre l'aile gauche relevant du 8 Mars, et l'aile droite revendiquée par le 14 Mars.

Lors de la pause de midi, au milieu des conversations attendues sur les élections, des pointes ont été lancées par l'un et l'autre camps. Le 8 Mars évoque des « railleries insultantes de la part des étudiants des Forces libanaises ». « Ils ont multiplié les

va-et-vient dans notre secteur et nous ont lancé à la face que désormais nous n'avons plus le droit de lever la tête sur le campus », rapporte à *L'Orient-Le Jour* Ali Hammoud, étudiant de gestion actif auprès du Hezbollah.

« Sors de la faculté, toi et ton parti milicien »

Voyant la tension culminer, au moment où l'un des étudiants des FL a formulé l'ordre de sortir du campus, les étudiants du 8 Mars se sont résolus à régler l'affaire à l'extérieur, pour éviter d'éventuelles sanctions disciplinaires. « Nous sommes sortis mais les autres n'ont pas tenu leur parole et sont restés à l'intérieur », poursuit Ali, précisant que « tous ceux qui étaient présents à l'extérieur sont des étudiants, contrairement à ce qui a été véhiculé par certains médias ». « Nous étions dehors, et c'est là que les échanges d'insultes ont commencé. Nous craignons pour les filles du Hezb restées à l'intérieur, qui ont été gênées par les hommes des FL », lance-t-il, précisant que « trois filles ont été expulsées ».

« Lara est sortie en pleurant, après avoir essuyé un "Sors de la faculté, toi et ton parti milicien", tandis qu'une autre fille, déléguée de troisième année, a été poussée par l'un d'eux à l'ex-

terieur », déplore Ali, revenant sur « les mensonges à caractère confessionnel que le 14 Mars a utilisés pour remporter les élections ». « Une étudiante a déclaré à un quotidien qu'elle vote pour les aounistes et non pour les chiïtes. Cette étudiante, je lui ai passé mes cours pendant deux ans, je ne comprends pas ses propos », a-t-il dénoncé, saluant enfin les militaires « déployés par dizaines sur le parking, qui ont veillé à nous ramener un à un à nos voitures, avant la réouverture du portail du campus ». « Aucun affrontement n'a eu lieu », conclut-il.

Mobilisation d'éléments du Hezbollah

Mais cet étudiant du 8 Mars – le responsable du Hezbollah à la faculté de gestion s'est abstenu de tout commentaire – n'a pas remarqué ce qui se déroulait parallèlement à ce face-à-face sur le seuil de la faculté.

Les étudiants du 14 Mars situent en effet l'altercation bien avant le début de l'après-midi d'hier, bien avant le déploiement de l'armée et des Forces de sécurité intérieure à 13 heures, à la demande de l'administrateur du campus.

Le président élu de l'amicale de gestion, Mounir Tanjar, fait état à *L'OLJ* du « positionnement, dès 10h30 du matin, de partisans du Hezbollah : près de sept éléments du Hezb – dont deux non étudiants – se sont d'abord rassemblés autour d'un poteau électrique en face de l'entrée du campus, où ils ont hissé un drapeau du parti, sous le regard des gardiens de sécurité ». En même temps, « plusieurs dizaines de partisans commençaient à se rassembler dans le parking, en partie des anciens étudiants ou de simples éléments du parti venus du quartier avoisinant de Khandak el-Ghamik en voitures aux vitres fumées et mobylettes ». Un témoin du 8 Mars avait en tout

cas confirmé la présence d'éléments du Hezbollah, mais « en nombre très restreint, d'à peine cinq ou sept ».

Un tag vite biffé

Sophie Maalouf, présidente des délégués de la faculté de droit, confirme la présence d'« étrangers » devant l'entrée de l'université. « Ils sont venus en moto. Nous avons vu un drapeau du Hezbollah accroché près du campus », assure-t-elle, revenant également sur des messages « d'intimidation et de menace reçus depuis jeudi ».

Ces accusations récurrentes contre les méthodes du Hezbollah sont confortées par un fait que nul ne dément et qui aurait prélué à l'altercation verbale d'hier : dans la nuit de dimanche à lundi, des tags ont été tracés sur les murs extérieurs du campus et les murs adjacents et opposés, à l'entrée des deux parkings. Le nom de Habib Chartouny, l'assassin présumé du président-élu Béchir Gemayel en 1982, inscrit au milieu d'un cœur, a ainsi été marqué. Si ces graffitis ont été rapidement biffés par l'administration (peu après minuit ou au petit matin, selon les sources), ils ont signalé l'éventualité de l'altercation entre les deux camps.

D'ailleurs, cette altercation avait été prévue par les étudiants du 14 Mars dès le matin. Ils affirment en avoir prévenu l'administration en fin de semaine par mail, sans réponse. Le représentant des FL et celui des Kataëb à la faculté de droit auraient sollicité un entretien avec l'administrateur dans la matinée, mais en vain.

L'autre camp déplore tout autant « le silence de l'administration ». Selon les informations de *L'OLJ*, obtenues de source indépendante, un responsable universitaire du Hezbollah déplorerait « le harcèlement des étudiantes voilées par des membres des FL ». Il aurait interprété

le silence de l'administration comme une autorisation tacite à l'autodéfense.

« Quelle armée ? Quelle autorité ? »

Une autre entrave à l'émancipation de l'espace universitaire et de la pensée libre est la défaillance de l'État. À en croire les étudiants du 14 Mars, seuls deux véhicules militaires patrouillaient la rue par intermittence dans la matinée. Ensuite, au moment de la fermeture du portail, alors que l'armée contenait l'affrontement, « des étudiants du 8 Mars posaient pour des photos avec des soldats ». « De quelle autorité me parlez-vous ? » lancera plus tard un étudiant des Forces libanaises, les larmes à peine contenues.

Personne n'a remarqué en effet hier, lors du face-à-face à l'entrée de la faculté, « un adolescent de 17 ans, habitant Aïn el-Remmaneh, se faire tabasser atrocement par des éléments du Hezbollah dans le parking inférieur » (témoignage d'un étudiant de l'AUUST, membre des FL, qui l'aurait secouru). Personne n'a réussi non plus à protéger le responsable des FL à la faculté de gestion, « poursuivi par trois motards derrière le campus, qui a été contraint de se cacher avant d'y entrer par une embrasure du bâtiment D ». Très peu aussi ont vu l'élément du Hezbollah arraché de sa moto en début de soirée dans une rue perpendiculaire à la rue Huvelin par des jeunes du 14 Mars, et roué de coups, avant d'être secouru par les responsables des Forces libanaises. « Nous avons l'ordre de ne jamais agresser personne », rappelle à *L'OLJ* le responsable des universités au sein du Parti national libéral, Elio Constantine, et avec lui le responsable des FL, Nadim Yazbeck.

À mesure que se consolide le sentiment d'injustice, la non-violence devient une voie inintelligible.

Sleiman, Geagea et Gemayel dénoncent

Le chef de l'État Michel Sleiman s'est informé hier par téléphone des détails de l'incident de l'USJ auprès du ministre sortant de l'Intérieur, du commandant en chef de l'armée et du recteur de l'Université Saint-Joseph. Il a appelé à accepter les résultats des élections. Le leader des Forces libanaises, Samir Geagea, s'est

montré catégorique. L'État se discrédite, mais « personne ne nous entraînera dans la violence contre notre gré ». Le député Kataëb Samy Gemayel s'est adressé, quant à lui, à la direction du Hezbollah, lui demandant pourquoi « elle s'obstine à provoquer les autres et à semer la rancune. Est-ce que nous insultons votre résistance et vos martyrs ? ».



Alors que l'armée a éloigné les jeunes du 8 Mars de l'entrée du campus, des éléments des FSI sont alignés en largeur pour sécuriser la sortie des étudiants retenus à l'intérieur. Photo Sami Ayad

Les mesures nécessaires ont été prises, affirme le rectorat

L'USJ rappelle son indépendance confessionnelle et politique.

À la suite de la tension qui a surgi lundi dernier au campus des sciences sociales de l'Université Saint-Joseph (rue Huvelin) entre des étudiants du 14 Mars et des partisans du Hezbollah, le rectorat de l'USJ a publié hier un communiqué soulignant qu'à la suite des élections estudiantines organisées la semaine dernière (à l'USJ), « des tensions sont apparues entre deux groupes d'étudiants au campus des sciences sociales appartenant à des bords politiques différents ». « Ces tensions ont mené l'administration universitaire à prendre les mesures nécessaires, en coordination continue avec les Forces de sécurité intérieure et l'armée libanaise qui étaient de faction aux abords du campus, afin de séparer les protagonistes et éviter que les échanges verbaux ne se transforment en échauffourée », précise le communiqué.

« Le même scénario s'est reproduit lundi matin et les mêmes mesures ont à nouveau été mises en place, indique le rectorat. L'université a par ailleurs pris la décision de suspendre les cours de l'après-midi (lundi) sur le campus des sciences sociales afin de permettre l'évacuation du campus et de

résorber les tensions. Les autorités de l'université procèdent en parallèle à des contacts avec les responsables concernés pour discuter des moyens de mettre fin à cette situation inacceptable. L'université a également décidé de suspendre les cours sur le campus des sciences sociales toute la journée du mardi 26 novembre 2013. »

Et le communiqué d'ajouter : « L'Université Saint-Joseph tient à souligner la qualité de la coordination avec les responsables des forces de sécurité qui n'épargnent aucun effort pour maintenir le calme et la sécurité sur les abords du campus des sciences sociales. L'Université Saint-Joseph tient enfin à souligner son envergure

nationale historique, qui dépasse les clivages partisans, tel que le précisent les deux articles suivants de sa charte :

Article 4 : promotion humaine totale, accueillante aux valeurs spirituelles.

L'Université Saint-Joseph assume sa tâche d'enseignement et de recherche dans la perspective chrétienne qui fut la sienne dès sa fondation. La promotion humaine qu'elle vise ne se limite pas à l'acquisition d'une culture et à la maîtrise d'une technique ; elle est ouverte aux questions fondamentales qui se posent à la conscience de tout homme sur le sens ultime de la vie ; cette ouverture est le chemin habituel vers la reconnaissance d'un Dieu, transcendant toutes les

valeurs humaines, qui donne à la vie sa plénitude de sens et garantit la liberté humaine contre toute oppression. C'est à ce Dieu que rend d'ailleurs hommage la Constitution du Liban.

Cette perspective implique la liberté religieuse. Elle n'entraîne donc aucune obligation de type juridique pour les membres de la communauté universitaire ; à plus forte raison, elle ne saurait accepter aucune discrimination entre eux sur une base confessionnelle. Elle requiert, par contre, de la part de tous ceux qui participent à la vie de l'université, l'engagement de promouvoir un esprit de liberté personnelle et d'ouverture à la vie spirituelle. Les membres

de toutes les communautés confessionnelles, dont la pluralité est une des caractéristiques de la société libanaise, ont vocation de participer ensemble à cette promotion, ce qui suppose connaissance et estime mutuelles. [...]

Article 6 : indépendance confessionnelle et politique. Liberté d'accueil et de jugement.

L'Université Saint-Joseph n'accepte pas d'être au service exclusif d'une classe sociale ou d'une communauté ethnique ; c'est pourquoi elle attache une spéciale importance à la diversification du recrutement de ses enseignants et de ses étudiants. Elle n'accepte pas non plus d'être asservie par une idéologie et entend sauvegarder sur son campus la liberté de l'information et du dialogue tant qu'elle ne porte pas atteinte à l'ordre public et aux activités d'enseignement. Appartenant à une société donnée, elle espère cependant en être le ferment. »

D'anciens militants de l'USJ lancent un appel au rejet de la violence

Un groupe d'anciens responsables estudiantins et d'anciens militants de l'Université Saint-Joseph a publié hier un appel commun au rejet de la violence sur les campus, après l'incident de lundi dans le périmètre du campus des sciences sociales de l'université.

Voici le texte de l'appel :

« Face à ce qui s'est produit hier au campus des sciences sociales de l'Université Saint-Joseph (rue Huvelin), qui représente une volonté évidente d'une partie d'intimider des étudiants et de milicianiser la vie estudiantine et qui peut se reproduire à tout moment dans les circonstances actuelles, nous, anciens responsables estudiantins et étudiants de l'USJ, affirmons ce qui suit :
– L'usage de la violence, qu'elle soit physique ou verbale et morale, par n'importe quelle partie dans l'enceinte de l'université ou son périmètre, est un tabou à ne pas transgresser. Aussi appelons-nous la direction de l'université à assumer ses responsabilités et sanctionner sévèrement et sans concessions les responsables, quels qu'ils soient, des actes de violence et d'intimidation, qui contreviennent à l'esprit de

convivance qui devrait régner sur les campus. La direction a seule le devoir de protéger la liberté d'expression de tous les étudiants sans qu'il ne soit fait usage d'une quelconque forme de violence à l'égard d'un étudiant. L'État, à travers ses forces de sécurité, est également appelé à réagir immédiatement pour mettre fin à ce genre d'incidents et empêcher qu'ils se reproduisent. C'est lui, et lui seul, qui assume la responsabilité de l'intégrité physique des étudiants. Aucune partie ne devrait se substituer à la règle de droit, qu'elle soit représentée par l'administration de l'USJ ou l'État.

– L'université doit être un espace de fondation et de refondation du politique, ainsi qu'un terrain de réflexion et de changement, et non pas se contenter de répercuter les conflits politiques et sectaires qui déchirent le pays. L'espace de l'université devrait être ouvert à toutes les parties sans exception, à condition qu'elles renoncent à l'usage de la menace, de l'intimidation et de la violence sous toutes ses formes. La violence, qui ne peut que provoquer encore plus de violence, n'a pas sa place sur le campus de l'université ni dans

son périmètre. L'USJ s'enorgueillit d'avoir été pionnière dans sa résistance culturelle face à l'occupation syrienne. Il s'agissait d'une culture de paix face à une tentative d'asservir le pays à tous les niveaux par une inculture de violence. Nous appelons les étudiants de l'USJ, toutes composantes confondues, à respecter ce patrimoine pluriel commun à leur université. »

Les signataires

Voici la liste des signataires de l'appel : Charbel Abou Charaf, Marianne Béchara, Joëlle Bou Abboud, Hanna Chalhoub, Jean-Marie Charles, Julien Cordahi, Julien Courson, Roger Gaspard, Ziad Gebran, Ahmad Haïdar, Michel Hajji Georgiou, Émile Issa, Marilyn Jallad, Charbel Jemha, Frédéric Khair, Karen Khlat, Bachir el-Khoury, Joe Kodeih, Ayman Mhanna, Joseph Nasrallah, Joanna Nassar Samaha, Sandra Noujeim, Karim Rifaï, Lara Saadé, Wissam Saadé, Christel Salem, Bachir Sayegh, Jad Skaff, Amine Assouad, Élias Traboulsi, Wassim Jabre, Soha Menassa, Hady Theokaris et Wissam Kotait.

Altercation à l'UL de Jal el-Dib

Une altercation a eu lieu hier entre des étudiants des forces du 8 et du 14 Mars à la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université libanaise, à Jal el-Dib. L'armée a dû intervenir pour calmer les étudiants alors qu'une réunion se tenait au sein de l'administration de la faculté pour régler le problème. Le directeur de la faculté a pu finalement mettre un terme au différend, après avoir écouté les deux parties et les avoir réconciliées. Selon l'Agence nationale d'information, les causes de l'altercation ne seraient pas politiques.

Le campus de la rue Huvelin fermé hier « pour résorber la tension »

Université Avertissement de Nadim Gemayel au Hezbollah : « La prochaine fois, nous répondrons ! »

Au lendemain de la vive tension qui a surgi lundi entre étudiants du Hezbollah et leurs camarades du 14 Mars, le campus des sciences sociales de l'USJ (Huvelin) est resté fermé, « pour résorber la tension », selon un communiqué publié par l'administration universitaire (*voir par ailleurs*).

Le rectorat de l'USJ a tenu à rappeler « l'envergure nationale historique » de l'université, dans les termes mêmes utilisés par sa charte, soulignant que l'institution n'est « au service exclusif ni d'une classe sociale, ni d'une communauté, ni d'une idéologie ».

Ces précisions ont été rendues nécessaires par d'excessives affirmations selon lesquelles l'USJ « est l'université de Bachir Gemayel », laissant croire que l'espace universitaire était « territoire » chrétien.

La territorialisation du conflit avait d'ailleurs commencé à l'intérieur du campus des sciences sociales, trop exigü pour le nombre d'étudiants qu'il reçoit, où les jeunes de la

faculté de gestion se sont taillé des espèces de lieux de regroupement plus ou moins exclusifs, selon leur appartenance politique. Les rivalités avaient été exacerbées par les résultats des élections estudiantines, jeudi dernier, remportées par le 14 Mars, dans cette même faculté.

En dépit du communiqué de l'USJ, les forces politiques impliquées dans l'incident ont campé sur leurs positions, le Hezbollah minimisant l'incident et accusant les partis représentatifs des chrétiens de l'avoir monté en épingle pour se renflouer politiquement aux yeux de leur opinion, et le 14 Mars accusant le Hezbollah d'avoir « encerclé » le campus et de chercher, par des procédés d'intimidation, à imposer son hégémonie sur le campus et la vie académique.

Avertissement de Nadim Gemayel

La réaction la plus grave à la tension de lundi est venue du député Nadim Gemayel qui, à l'issue d'une réunion du

« bloc de la Libre décision » dont il fait partie (bloc des députés d'Achrafieh), a lancé un avertissement très clair au Hezbollah, menaçant d'envoyer ses propres « casseurs » pour faire face aux éléments extérieurs à l'USJ, si l'incident se reproduit.

« Le débat politique sera pacifique à l'intérieur de l'université, ou la bagarre aura lieu avec nous à l'extérieur », a-t-il affirmé.

« Ce n'est pas un incident isolé », a renchéri Nadim Gemayel, relevant que, parmi les étudiants du Hezbollah présents à l'extérieur de l'enceinte universitaire, figurait un jeune qui venait d'être suspendu pour trois semaines pour avoir brandi un pistolet lors d'une rixe en début d'année.

De son côté, la section estudiantine du Parti national libéral a publié un communiqué dénonçant les propos tenus hier par le député hezbollahi Hassan Fadlallah, affirmant à ce propos que les partisans du Hezbollah ont bel et bien « assiégé le campus et ont bloqué les routes menant à l'université, empêchant les étudiants d'arriver au campus ». « Nous les fils du président Camille Chamoun attendons au tournant tous ceux qui auraient la velléité de s'en prendre à notre université et à nos régions », conclut la section estudiantine du PNL.

Rappelons que, selon des témoins, des éléments du Hezbollah étrangers au campus s'étaient postés lundi à l'extérieur de l'université, défiant les étudiants restés à l'intérieur et essayant d'y pénétrer en escaladant les barrières ou en descendant la grille d'entrée. Les étudiants restés sur le campus n'avaient pu le quitter que sous

la protection de l'armée et des FSI, appelées en renfort.

Ces incidents, ajoutent les témoins, ont commencé au soir de jeudi dernier quand, après la défaite du 8 Mars aux élections estudiantines, les vitres de certains véhicules avaient été brisées, tandis que des tagueurs écrivaient sur le mur d'enceinte du campus des slogans à la gloire de Habib Chartouni, l'assassin de Bachir Gemayel, et qu'un drapeau du Hezbollah était hissé sur un poteau électrique.

Le leader des Forces libanaises, Samir Geagea, avait accusé lundi les forces de l'ordre d'avoir fait preuve de complaisance à l'égard du Hezbollah, ou bien d'en être intimidées, estimant qu'il aurait été de leur devoir de procéder à des contrôles d'identité afin d'expulser du quartier les jeunes qui n'avaient pas de cartes universitaires.

Pharaon : Une agression préméditée

Pour sa part, à l'issue de la réunion du bloc de la Libre décision, le député Michel Pharaon a dénoncé ce qu'il a considéré comme « une agression préméditée des étudiants du Hezbollah contre leurs camarades » et demandé aux forces de l'ordre « d'empêcher les provocations ».

Le député Michel Aoun est rapidement passé sur l'incident, estimant que l'administration universitaire en assume une part de responsabilité « en empêchant tout débat politique sur le campus ».

Le bureau des Forces libanaises à Beyrouth a publié de son côté un communiqué dans lequel il a réfuté les affirmations de Hassan Fadlallah, précisant que c'est « l'adminis-

tration du campus qui en a expulsé des fauteurs de troubles bien connus », et que l'idée que ces derniers en étaient sortis de leur propre gré, pour observer un sit-in pacifique, « est une pure fable ».

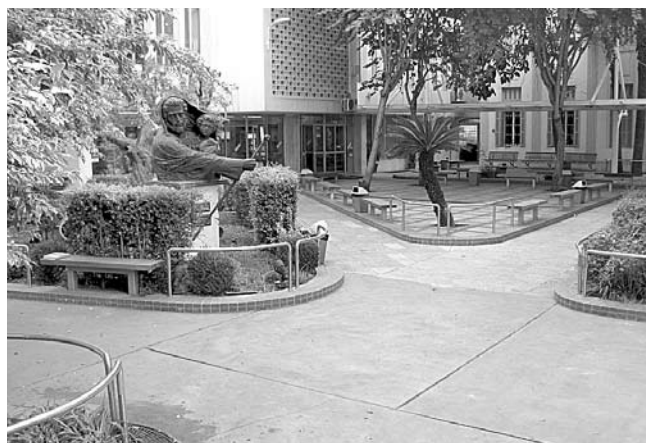
Rester les bras croisés ?

« Est-ce que Hassan Fadlallah croit vraiment que nous allons assister, les bras croisés, aux groupes partisans venus terroriser les étudiants ? » a ajouté un communiqué publié par le bureau FL.

Le Hezbollah ne parviendra à modifier « ni le visage de l'université, qui restera celle de Bachir Gemayel (puisque'il en est diplômé), ni celui du Liban », a conclu le texte.

Réuni au bureau du député Boutros Harb, le bloc des indépendants au sein du 14 Mars a déploré pour sa part les « slogans provocateurs » clamés par les étudiants « ayant perdu les élections sur le campus » (allusion au Hezbollah et au 8 Mars), sans compter « le grave blocus imposé par les étudiants de ce camp à leurs camarades et ce fait qu'ils se soient fait aider par des éléments partisans non étudiants » (allusion au Hezbollah). Le bloc a également dénoncé « la mollesse des forces de l'ordre face à une grave atteinte à l'ordre public ».

Pour l'organisation des jeunes du PSP, enfin, « aucune université ne doit devenir une arène » politique ou confessionnelle. Elle a invité sur ce plan les étudiants à faire preuve de « vigilance », en ces circonstances délicates que traverse la région. Le PSP a stigmatisé « l'accaparement politique d'un espace académique » par une faction.



Le campus de la rue Huvelin, hier. Un espace compartimenté en territoires politiques et confessionnels. Photo Michel Sayegh

La nausée

Comment exprimer autrement ce qui m'a envahi à la vue du triste spectacle offert lundi par les étudiants de l'USJ ?

Comment continuer à croire en de lendemains meilleurs quand les acteurs de ces lendemains nous ont livré cette piètre performance ?

Comment convaincre mes enfants d'entamer leurs études universitaires ici, de continuer d'égayer un peu la maison quand le sanctuaire chargé d'en faire des femmes et des hommes de bien, d'honneur, de dialogue et de responsabilité se transforme en une journée en poudre embrassée par la haine et le refus d'autrui ?

Il est inutile de rechercher le responsable de ce gâchis à plus ou moins grande échelle : nous sommes tous responsables de cette situation. Quatre millions de coupables.

Nous, les mères, nous sommes coupables de ne pas avoir pris du temps avec nos enfants pour leur montrer l'autre. Pour leur parler d'humanité, de valeurs universelles, d'unité de l'être humain. Obsédées par la course à la performance on les a gavés de sciences et on a oublié l'essentiel.

Coupables aussi, les pères qui, consciemment ou non, encouragent le culte du plus fort, des muscles et des biscotos. De la virilité dopée aux hormones et au langage ordurier. Et qui oublient qu'il n'est pas honteux d'arriver à ses fins par la voie du dialogue. Que le cerveau est un outil bien plus puissant que les biceps à condition de savoir s'en servir, et que la virilité, le courage et la force ne sont pas proportionnels à l'abondance du système pileux.

Coupables, les écoles qui, du primaire au lycée, ont abandonné depuis longtemps leur mission éducative et formatrice, se contentant d'insérer presque de force des notions matérielles et physiques

en échange de frais de scolarité de plus en plus abusifs. Mais des heures de civisme, de morale, de vivre ensemble, de savoir-vivre tout court, il n'y en a point. Et qu'on ne me sorte pas ce ridicule cours de civisme d'une sécheresse telle qu'il râpe les langues des pauvres enfants obligés de l'apprendre par cœur...

Coupables, les universités, lieux de mélange et d'échanges. Car au bout du compte, et qu'on le veuille ou non, c'est là que nos enfants se mélangent et se rencontrent enfin et réellement. Coupables de penser qu'au-delà de 17 ans, l'éducation est terminée et qu'il n'y a plus rien à y faire. Qu'il suffit de transmettre alors les notions qui donneront à ces jeunes un métier mais qui ne donneront pas au

pays un peuple.

Coupables, les hommes de religion. Hommes de peu de foi ! Obnubilés par les apparences et le pouvoir, ils ont oublié leurs rôles de pasteurs et de passeurs. Mitres ou turbans, ils ont tous oublié qu'il n'y a qu'un seul Dieu, quel que soit le nom qu'on Lui donne. Et que c'est un Dieu d'amour et de miséricorde. Agrippés à leurs perchoirs, ils haranguent les foules. Leurs discours sont fielleux, méprisants, suffisants, narquois, imbibés de menaces, attisant la haine et la peur.

Coupables, les politiciens. Tous et de tous bords.

Coupable, le 8 Mars. Coupable de trop de diversités. Plusieurs chefs et plusieurs voix. Pas une seule voix de dialogue !

D'un côté on traite les autres de vendus, de corrompus, de voleurs et on fait taire la différence. De l'autre, fort de ses armes, on dénie aux autres le droit même de vivre et penser autrement. On dénie aux autres leurs combats, leurs luttes, leurs martyrs, leurs disparus, leur version de l'histoire aussi vraie que la sienne. Les deux camps ont isolé la voix de la modération, lui ont tapé sur les doigts, du matin au soir, la poussant au repli sur soi d'abord et au recours au fanatisme et à l'intégrisme ensuite, extrémisme dont nous sommes tous les victimes aujourd'hui.

Coupable, le 14 Mars. Coupable de ne pas avoir eu la vue plus longue. De ne pas s'être donné les moyens de ses ambitions. D'avoir dilapidé

le capital populaire, pourtant indéniable, dont il disposait. Coupable d'avoir déçu car ce sont les seuls à avoir promis.

Coupables, les indépendants. Coupable d'être timorés. Coupables de ne pas taper le poing sur la table et de renverser une situation moribonde qui menace de tuer tout le monde à petit feu.

Tous coupables de penser individuellement et d'oublier le collectif. Tous coupables d'égoïsme, de nombrilisme, de mégalomanie.

Tous coupables de cécité. Car le bateau coule. À bord il n'y a pas de capitaine, pas de barques de secours, pas de gilets de sauvetage.

Quatre millions de coupables. 4 millions de victimes.

Amen.

Dr Carine CHAMMAS

L'éclairage

de Philippe ABI-AKL

L'étalage de force et l'escalade du Hezbollah, un bluff pour camoufler les effets possibles de l'accord sur le nucléaire

Beaucoup d'encre continuera de couler, à l'évidence, au sujet des retombées sur la scène libanaise de l'accord sur le dossier nucléaire iranien conclu le 24 novembre à Genève entre l'Iran et le groupe 5 + 1. Cet accord aura-t-il pour conséquence de rogner les ailes au Hezbollah ou, au contraire, donnera-t-il des ailes au parti chiite ? Les pôles politiques du 14 Mars relèvent sur ce plan que le 8 Mars, et plus particulièrement le Hezbollah, s'emploie, dans ses discours et déclarations ainsi que dans les médias, à entretenir un climat dont il ressort que « l'axe de la résistance », en l'occurrence le tandem de la République islamique et du régime d'Assad, a remporté le bras de fer qui l'opposait au camp occidental et aux pays du Golfe, États-Unis et Arabie saoudite en tête. Les sources du 14 Mars soulignent que le directoire du Hezbollah mène une véritable guerre psychologique sur ce plan contre le camp opposé à l'axe Téhéran-Damas en affirmant haut et fort, et en tenant pour acquis, que le Hezbollah et ses parrains régionaux ont remporté la victoire et que le 14 Mars devrait, par conséquent, en tirer les leçons qui s'imposent. C'est ce qu'a affirmé plus précisément le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, qui a déclaré dans son récent discours que son

projet politique a gagné la partie et que les forces du 14 Mars devraient reconnaître leur défaite. Le chef du bloc parlementaire du Hezbollah, le député Mohammad Raad, abonde évidemment dans le même sens et va jusqu'à affirmer que le 14 Mars n'est plus en mesure d'imposer ses conditions au niveau de la formation du gouvernement et que, par conséquent, le triptyque armée-peuple-résistance est devenu incontournable dans le programme de toute nouvelle équipe ministérielle. L'étalage de force auquel s'est livré le Hezbollah ces derniers jours dans le périmètre du campus des sciences sociales de l'Université Saint-Joseph de la rue Huvelin, à Achrafieh, s'inscrit, selon les sources du 14 Mars, dans le cadre de cette guerre psychologique à laquelle se livre le parti chiite pro-iranien pour entretenir l'illusion d'une « victoire » du 8 Mars et distiller cette illusion de « victoire » dans l'esprit des cadres et de l'opinion publique du 14 Mars. Les allégations du 8 Mars sur ce plan sont réfutées par un député membre du bloc du courant du Futur qui souligne à ce propos que si le Hezbollah est tellement sûr de la « victoire » de l'axe Téhéran-Damas, pourquoi ne s'emploie-t-il pas à former, seul, le gouvernement avec ses alliés et pourquoi continue-t-il

à vouloir associer le 14 Mars au prochain gouvernement ? De même source, on précise que la récente escalade verbale à laquelle s'est livré Hassan Nasrallah, affirmant que le Hezbollah est plus que jamais « incontournable », constitue en réalité un message adressé à certaines parties régionales, et plus particulièrement au courant iranien modéré conduit par le président Hassan Rohani, qui mène une vaste opération de changement visant à modifier profondément le positionnement de l'Iran afin de réinsérer Téhéran dans la communauté internationale. La visite que vient d'effectuer en Iran le chef du législatif, Nabih Berry, s'inscrit dans ce cadre et revêt ainsi un caractère particulièrement significatif dans la mesure où M. Berry représente sur l'échiquier politique libanais le courant modéré chiite. Cette visite constitue en quelque sorte un indice du changement de cap qui s'amorce à Téhéran. Un changement de cap qui se manifesterait explicitement à la faveur de la conférence de Genève 2 consacrée à la mise en place d'un processus de règlement de la crise syrienne. Dans le sillage de cette conférence, le nouveau pouvoir iranien pourrait proclamer son soutien aux recommandations de la première conférence de Genève (Genève 1) qui prévoit notamment la formation d'un

gouvernement syrien de transition bénéficiant de toutes les prérogatives du président et du pouvoir exécutif syriens, ce qui implique implicitement la mise à l'écart de Bachar el-Assad. Cette visite du leader du mouvement Amal à Téhéran dans le contexte présent constitue un indice d'autant plus significatif que nul n'ignore que les positions de M. Berry et du Hezbollah concernant un certain nombre de dossiers vitaux n'étaient pas totalement en phase ces derniers temps. Cela est apparu notamment au sujet de la déclaration de Baabda appuyée ouvertement par le leader d'Amal, alors que le Hezbollah y est ouvertement opposé et la tourne même en dérision. La « distanciation » entre M. Berry et le Hezbollah est également perceptible au niveau des positions affichées sur la guerre syrienne. M. Berry et les responsables d'Amal se sont constamment montrés prudents lorsqu'ils abordaient la situation en Syrie, et les miliciens d'Amal ne se sont à aucun moment impliqués dans les combats en Syrie aux côtés des forces de Bachar el-Assad, comme c'est le cas du Hezbollah. Cette dissonance évidente pourrait se traduire par une nouvelle initiative locale de M. Berry visant à débloquer la situation en sortant le pays de l'impasse

politique et institutionnelle dans laquelle il se débat. Voyant sans doute venir ce changement de cap à Téhéran, le Hezbollah se livre donc à une escalade verbale et à toutes sortes de fanfaronnades et de manœuvres d'intimidation pour rappeler à qui de droit qu'il est incontournable sur l'échiquier local, et qu'il entend exploiter au maximum l'impact politique de son arsenal militaire et de l'infrastructure qu'il a mise en place dans le pays pour renforcer sa position au niveau du partage du pouvoir. Il reste que les milieux du 14 Mars soulignent que les gestulations politico-médiatiques et la guerre psychologique du Hezbollah ne changeront pas la nouvelle donne apparue en Iran. Pour les milieux en question, l'accord sur le nucléaire conclu à Genève constitue l'amorce d'un processus qui a pour finalité de faire passer l'Iran du stade d'une puissance guerrière, parrainant l'extrémisme et le fondamentalisme, au stade d'un pays moderne, ouvert sur le monde, prônant la modération, et exploitant son programme nucléaire à des fins exclusivement civiles et pacifiques. La grande question est de savoir si le Hezbollah pourra s'adapter à un tel changement de cap en direction de l'Occident ...

Nouvel incident avec le Hezbollah à l'USJ, les cours de gestion suspendus

La journée de suspension des cours, mardi dernier, suite aux accrochages de lundi au campus des sciences sociales de l'Université Saint-Joseph (USJ), rue Huvelin, n'a pas suffi pour calmer les tensions postélectorales entre les étudiants des Forces libanaises (FL) et ceux du Hezbollah. Une fois de plus, les cours ont été suspendus hier dans la faculté de gestion du campus, suite à une dispute entre étudiants, à peine les portes du campus rouvertes. « Les cours ont uniquement été suspendus dans la faculté de gestion à cause d'une petite dispute entre étudiants », a précisé une porte-parole au sein du bureau de presse de l'USJ, ajoutant que « les cours se sont poursuivis de façon normale au sein de l'université ».

Dans les détails, la dispute a éclaté lorsque des étudiants pro-Hezbollah ont tenté d'empêcher d'autres étudiants de se rendre au jardin de l'université. Un témoin proche des FL a rapporté à *L'Orient-Le Jour* que la dispute a commencé quand l'étudiant pro-Hezbollah Karim Moustapha, surnommé Abou Zaynab, a interdit à un étudiant des FL l'accès à l'espace réservé aux fumeurs au sein du campus, le menaçant de « lui briser les os ainsi qu'à tous les partisans du 14 Mars », avant que l'accrochage ne dégénère. « Karim Moustapha n'avait même pas de cours le matin. Que venait-il faire, sinon chercher des problèmes ? » a ajouté le témoin, affirmant que « le dénommé Abou Zaynab arrivait souvent le matin aux alentours de l'USJ en s'amusant avec une arme » et que

« l'administration n'osait pas le convoquer ». Suite à l'altercation, des soldats de l'armée libanaise ont dû intervenir à la demande de l'administration afin de calmer les tensions. De son côté, l'administration a convoqué quatre étudiants impliqués dans le différend et a ouvert une enquête, avant d'annoncer la suspension des cours à la faculté de gestion seulement. Il semblerait, par ailleurs, que l'administration s'appête à prendre des mesures strictes à l'égard des

étudiants auteurs de troubles, allant même jusqu'à l'expulsion définitive, pour faire régner le calme. Dans un communiqué publié hier, elle a affirmé que les cours ne reprendront pas à la faculté de gestion jusqu'à nouvel ordre.

Le responsable des Forces libanaises au sein du campus de Huvelin, Patrick Wassaf, a refusé pour sa part « les tentatives du Hezbollah d'imposer des îlots sécuritaires à l'université et d'empêcher les étudiants d'y pénétrer »,

regrettant que « l'administration de l'USJ n'ait pas pris les mesures nécessaires à l'encontre des étudiants à l'origine des troubles de lundi ». Par ailleurs, le site des Forces libanaises a publié hier une vidéo dans laquelle le responsable du Hezb à Huvelin, Mohammad Farhat, parlait au téléphone à la suite du litige, clamant à haute voix que « l'étudiant des FL doit être "tombé" », ajoutant que « la décision a été prise à ce sujet ». Le site a de même publié une photo dans

laquelle l'on peut voir le dénommé Abou Zaynab et son compagnon du Courant patriotique libre, Joey Faddoul, faisant feu en l'air de deux pistolets devant l'enceinte de l'USJ, quelques jours avant les élections étudiantes.

Sur Facebook, hier en soirée, une page a été créée intitulée « USJ Huvelin : Sheikh Bashir's University, Bashir 7ay Fina » ou encore : « L'USJ de Huvelin : l'université de Bachir Gemayel, qui vit en nous ».



L'armée est intervenue pour calmer les étudiants hier.

Photo Hassan Assal

Samy Gemayel revient à la charge : « Ils parquent en chemises noires, et c'est nous les fascistes ? »

Le coordinateur du comité central kataëb, le député Samy Gemayel, est revenu hier à la charge au sujet des incidents survenus ces jours derniers à l'Université Saint-Joseph, répliquant de façon cinglante aux propos tenus mardi à ce sujet par le député du Hezbollah Hassan Fadlallah qui avait notamment accusé les partis chrétiens du 14 Mars de « fascisme ».

Sans nommer M. Fadlallah, M. Gemayel a dit : « De deux choses l'une, ou bien il nous prend pour des imbéciles, ou bien il vit dans un autre monde. »

« Ils se livrent à des défilés militaires et exposent leur idéologie, et ils veulent nous persuader qu'ils sont les défenseurs du pluralisme, de l'opinion d'autrui et de la culture de la liberté, et que les

fascistes, c'est nous », a-t-il lancé devant des étudiants kataëb de l'USJ. « Eux parquent en chemises noires, renversent les résultats des élections, font le 7 Mai (2008), abattent les gouvernements par la force des armes et viennent nous dire ensuite qu'ils sont pour la démocratie et que nous, qui sommes désarmés, serions contre », a-t-il ajouté.

« Puis ils nous accusent

d'agir en fonction de notre sentiment d'avoir essuyé une défaite dans la guerre en Syrie. Ont-ils donc oublié que ce sont eux qui participent à cette guerre, alors que l'USJ et nous-mêmes n'avons rien à voir avec cette guerre et ses conséquences ? » s'est-il interrogé avant de poursuivre : « La logique de la violence, de l'élimination et du défi est omniprésente chez eux. Mais

cela ne les autorise pas à commettre des actes puis à nous pointer du doigt. »

Par ailleurs, signalons que le ministre sortant du Travail, Salim Jreissati, a publié hier un communiqué exhortant tous les partis politiques à cesser d'intervenir à l'USJ, qui est selon lui « l'université de tout le Liban depuis que la première faculté y est née il y a 130 ans ».